



GUILLAUME HORCAJUELO/POOL/AFP/GETTY IMAGES

Macron veut un ministère de l'Intérieur de l'UE

La France prend avantage de sa crise terroriste.

- Mihailo S. Zekic
- [10/02/2021](#)

Le président français Emmanuel Macron veut refaire la zone frontalière de l'Europe libre à la suite des récents attentats terroristes en France et en Autriche. Il a déclaré le 5 novembre, lors d'un discours à la frontière espagnole, que l'Europe avait besoin d'une véritable police de la sécurité des frontières extérieures.

Le discours de Macron fait suite aux récentes attaques de Nice et de Vienne, au cours desquelles des terroristes ont pu utiliser les frontières ouvertes de l'espace Schengen pour organiser leurs attaques. L'attaquant niçois est d'abord entré en Europe via l'Italie et a utilisé Schengen pour passer en France. L'attaquant de Vienne, né en Autriche mais d'origine albanaise, est entré en Slovaquie pour acheter ses munitions.

Ce n'est pas la première fois que Macron fait de telles demandes ; il a fait des appels similaires dans une lettre qu'il a publiée l'année dernière avant les élections législatives de l'UE.

Macron n'a pas encore précisé les détails exacts de son plan de sécurité, mais il a donné une bonne indication de la direction qu'il entend prendre, à la fois l'UE et l'espace Schengen. Il a doublé le nombre de militaires mobilisés en France, passant de 2 400 à 4 800. Cela comprend les policiers réguliers, les gendarmes (militaires ayant des fonctions de maintien de l'ordre) et l'armée. Il déploie également quatre « unités mobiles » le long de la frontière entre la France et l'Espagne. Il a notamment déclaré au maire local dans son discours qu'il « verra [sa] vie quotidienne changer [avec la nouvelle approche de la France en matière de lutte contre le terrorisme], car c'est une action que [la France] doit intensifier profondément ».

Macron entend faire de ses propositions une priorité lors d'un prochain sommet des dirigeants européens prévu le 9 décembre.

Actuellement, 22 des 27 États membres de l'UE font partie de l'accord de Schengen, ainsi que la Suisse, le Liechtenstein, la Norvège et l'Islande. À l'heure actuelle, l'espace Schengen a éliminé tous les postes de contrôle frontaliers entre les zones membres, même au point où le transport aérien est considéré comme national (bien que les membres puissent décider arbitrairement de fixer temporairement des frontières dures en cas d'urgence, comme pendant la crise du COVID-19). Cependant, Macron semble laisser entendre dans son discours et sa lettre que les frontières doivent être durcies entre les États membres dans une certaine mesure, assez pour garder un œil sur qui voyage où, et éventuellement refuser l'admission à certaines personnes.

Mais, au lieu que chaque État membre contrôle sa propre frontière, l'UE contrôlerait les frontières de chacun par le biais d'une organisation unifiée dirigée par Bruxelles, composée d'appareils de sécurité individuels des États membres. Il ne serait pas difficile de transformer une telle force en quelque chose de complètement centralisé, quelque chose qui dépasserait les pouvoirs de chaque État membre.

En appelant à un programme à l'échelle de l'UE plutôt qu'à un programme limité à l'espace Schengen, Macron semble indiquer que les membres non-Schengen au sein de l'UE, comme l'Irlande et Chypre, relèveraient également de sa juridiction, ainsi que des membres de Schengen en dehors de l'UE, comme la Suisse, un pays que l'UE envisage depuis un

certain temps d'ajouter à son royaume.

Macron appelle essentiellement à la formation d'un ministère de l'Intérieur à l'échelle de l'UE capable de contrôler à la fois la liberté de circulation et les frontières nationales de ses États membres.

Le fait d'avoir des frontières nationales fermement contrôlées par les gouvernements nationaux est l'un des aspects les plus importants de la souveraineté nationale. Macron cherche à transformer l'UE, d'une organisation internationale de pays qui consentent mutuellement à des règles partagées, en un super-État composé de provinces non souveraines. L'UE suit cette direction depuis un certain temps avec la mise en œuvre de la monnaie euro et la dissolution de ministères indépendants du commerce dans ses États membres. Un ministère de l'Intérieur commun de l'UE, doté d'un contrôle global des frontières nationales, rendrait cette transformation officielle.

Et Macron a indiqué que le gouvernement Français n'est pas le seul à vouloir mettre en œuvre ses suggestions. Un responsable du gouvernement français a cité l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas comme des partisans possibles des mesures proposées par Macron. La chancelière allemande Angela Merkel a soutenu les idées d'un contrôle renforcé de la surveillance aux frontières extérieures de l'espace Schengen, avec un examen plus détaillé des personnes qui entrent et sortent de l'Union. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a également commenté le renforcement de la capacité d'Europol à accéder à des informations sur les personnes qui entrent et sortent du bloc, ainsi que la possibilité d'accroître l'accès à Eurodac—le programme de prise d'empreintes digitales pour tous les demandeurs d'asile et des migrants réguliers.

Von der Leyen a également récemment discuté avec Macron, Merkel et le chancelier autrichien Sebastian Kurz de la nécessité pour l'UE d'avoir un rôle plus important dans la censure d'Internet en ce qui concerne les discours haineux et les contenus en ligne liés au terrorisme. Les quatre dirigeants de l'UE, ainsi que le président du Conseil européen Charles Michel, ont également discuté de l'idée de mettre en place un programme commun de formation de l'UE pour les imams.

Il est clair que de nombreux citoyens et dirigeants européens souhaitent une révision majeure de leurs systèmes de sécurité. Depuis des années, l'Europe a été frappée par des attaques terroristes islamiques, et les mesures actuelles ne résolvent guère les problèmes. Mais où cela mène-t-il ?

L'UE, qui traite les frontières de ses membres individuels comme une structure frontalière continue, pour être surveillé par Bruxelles plutôt que par les États membres, ne fait qu'amener l'Europe plus loin sur la voie de devenir une entité souveraine à part entière. Une Europe centralisée avec beaucoup plus de contrôle de ses propres frontières est beaucoup plus proche de devenir un super-État. Et cette transformation devenant officielle transformerait à juste titre l'UE en une nouvelle superpuissance mondiale. Elle a déjà, collectivement, la deuxième plus grande économie mondiale—plus importante même que celle de la Chine (et cela compte tenu du départ de la Grande-Bretagne de l'Union)—et de la troisième plus grande population au monde. Elle possède l'une des 10 devises les plus fortes au monde, et son programme spatial est considéré comme un leader dans le domaine. Les troupes de maintien de la paix de l'UE sont stationnées dans le monde entier, de l'Afrique de l'Ouest à l'Asie centrale.

Tout cela signifie que, si l'UE se centralise formellement sous un gouvernement global, elle « verra votre vie changer », selon les mots d'Emmanuel Macron au maire du Perthus.

La Bible a en fait beaucoup à dire sur ce à quoi ressemblerait une Europe unie. Le Nouveau Testament a été écrit à l'époque de l'Empire romain, un empire sanglant qui a conquis la majeure partie du monde connu. Le livre de l'Apocalypse parle de cet empire depuis le premier siècle. Le chapitre 17 est essentiel à cet égard.

Rome est tombée en 476 après J.C., mais les hommes ont essayé de restaurer cet empire depuis. Apocalypse 17 décrit ces restaurations comme « une bête de couleur écarlate, pleine de noms de blasphème, ayant sept têtes et dix cornes » (verset 3). Le verset 10 révèle que chaque tête représente sept « rois » consécutifs qui mettent en œuvre ce projet de relance de la domination mondiale de l'Empire romain. Les versets 12 et 13 révèlent que le dernier de ces « rois » serait un conglomerat de 10 royaumes individuels dans le territoire général de l'ancien Empire romain, combinant leur puissance individuelle en un seul super-État.

Nous pensons que les derniers événements en France sont un pas vers ce super-État final. Une fois qu'il entre en scène, il secouera le monde comme il ne l'a jamais été secoué auparavant.



Téléchargez, ou commandez votre copie gratuite de

L'Allemagne et le Saint Empire romain

maintenant en cliquant ici.